

Unité interdépartementale Nièvre/Yonne
Pôle Carrières, matériaux, déchets

Nevers, le 9 octobre 2024

Affaire suivie par : Benjamin CUARTIELLES
Tél. : 03 39 59 67 40
Courriel : benjamin.cuartielles@developpement-durable.gouv.fr
240486

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-=-=-

Société SUEZ ORGANIQUE

**Demande d'épandage des composts non-normés et des effluents de
l'installation de compostage sur la commune de CHAMPVERT**

-=-=-

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

1. Identification des installations et identité de l'exploitant

Par arrêté préfectoral du n° 95-P-3850 du 6 décembre 1995, modifié par l'arrêté n° 98-P-346 du 6 février 1998, la société SUEZ ORGANIQUE est autorisée à exploiter une plate-forme de compostage sur le territoire de la commune de CHAMPVERT.

En application de cet arrêté, cette installation relève jusqu'alors des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Seuil de classement (A, A-S, A-SB, E, DC, D, NC)	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 3. Compostage d'autres déchets	2780-3	A	a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j
Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :	3532	A	La quantité de matières traitées étant supérieure à 75 t/j

L'exploitant est la société SUEZ ORGANIQUE SAS, dont le siège social est situé 38 avenue Jean Jaurès - 78440 - GARGENVILLE.

2. Objet de la modification

Conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la société SUEZ ORGANIQUE a porté à la connaissance du préfet une modification de son installation en date du 19 décembre 2019, modifiée le 5 octobre 2020, le 16 juin 2021 et le 14 mars 2022 avec tous les éléments d'appréciation.

Les modifications envisagées de l'installation sont les suivantes :

- la valorisation des composts non normés NF U 44-095 ou NFU 44-295 et des lixiviats (fraction liquide des effluents de la plateforme de compostage) par épandage sur des terrains agricoles ;

Le dossier de modification prend la forme d'un dossier de déclaration IOTA pour la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature loi sur l'eau conformément à la réglementation qui était applicable à la date du dépôt du dossier.

Les composts non-normés qui sont susceptibles d'être produits sur la plate-forme des Amendements Nivernais, ainsi que les effluents de lagunage générés contiennent de la matière organique et des éléments

fertilisants : azote et phosphore. Leur épandage a sur le sol des conséquences similaires à celui d'un amendement organique et phosphaté.

Une partie des eaux collectées par la lagune est recyclée sur la plate-forme par arrosage des andains de manière à les saturer en eau durant la phase de fermentation et optimiser ainsi le processus de compostage. **La quantité d'effluents produits sur la plate-forme est estimée à 4 500 m³ par an.**

Les composts qui ne répondraient pas aux normes NF U 44-095 ou NF U 44-295 et les effluents de lagunage seront utilisés dans le cadre d'un plan d'épandage. **La quantité de compost qui suivra la filière plan d'épandage est estimée à 503 tonnes par an.**

Les deux produits à épandre présentent les caractéristiques suivantes :

- efficacité : le compost et les effluents de lagunage ont un effet de fertilisant organique et un effet d'amendement organique,
- innocuité : le compost et les effluents de lagunage présentent des teneurs très faibles en éléments traces métalliques. Ceci est contrôlé par des analyses régulières,
- stabilité : le produit est stable et hygiénisé par le procédé de compostage après maturation.

L'étude qualitative du compost et des effluents de lagunage a montré leur intérêt agronomique en tant qu'amendement organique. Elle a aussi montré que la qualité du compost et des effluents de lagunage était conforme aux exigences de l'arrêté du 17 août 1998 qui restreint les conditions d'emploi en agriculture en fonction de leurs teneurs en éléments traces métalliques et organiques.

Les composts produits par l'usine des Amendements Nivernais peuvent être valorisés en respectant une dose comprise entre 4,3 et 6 tonnes de produit brut par hectare tous les trois ans. Les effluents de lagunage pourront être valorisés à une dose de 100 m³ par hectare tous les 1 à 2 ans.

Le périmètre défini pour la mise en place du plan d'épandage est situé sur le département de la Nièvre. 10 exploitations ont été intégrées. La surface agricole épandable est de 1 121,28 hectares répartis sur 11 communes :

- Avril-Sur-Loire,
- Cercy-la-Tour,
- Champvert,
- Diennes Aubigny,
- Druy-Parigny,
- Montapas,
- Mont et Marré,
- Rouy,
- Thianges,
- Verneuil,
- Ville-Langy.

Les tableaux des parcelles autorisées et des parcelles interdites sont présents en annexe du projet d'arrêté complémentaire, avec leur cartographie associée.

L'ensemble des mesures qui sont prises dans le cadre de ce plan d'épandage, en vue de la protection du réseau hydrologique est rappelé ci-dessous :

- conformément à la réglementation en vigueur, une bande d'une **largeur de 35 à 100 mètres**, identifiée de chaque côté des **cours d'eau**, sera classée en **zone inapte à l'épandage toute l'année** ;

- pour les parcelles drainées ou les parcelles présentant des traces d'hydromorphie dans l'horizon pédologique superficiel (0 à 40 cm), **aucun épandage ne sera réalisé en période d'excédent hydrique**. L'étude pédologique a permis de définir les zones concernées ;
- **le code des bonnes pratiques agricoles sera appliqué en zone vulnérable** pour définir les périodes d'épandage préconisées en fonction du type de fertilisant attribué au lot de compost ;
- conformément au **SDAGE**, ce plan d'épandage sera formalisé à long terme par la signature de **conventions** engageant le producteur et les agriculteurs. Les épandages seront raisonnés et adaptés aux besoins des cultures afin de ne pas sur-fertiliser ;
- **le périmètre d'étude comporte un captage d'eau potable** pour lequel il existe des restrictions réglementaires qui seront appliquées à l'intérieur des périmètres de protection ;
- les différentes zones écologiques ont été identifiées ; quelques parcelles se situent dans le périmètre de **ZNIEFF** ainsi qu'en zone **Natura 2000**. L'analyse des impacts potentiels des épandages sur les zones naturelles définies a montré que ceux-ci ne sont pas significatifs ;
- il faut noter une certaine sensibilité de la population vis-à-vis des risques de nuisances olfactives. **Une distance d'éloignement de 100 m par rapport aux habitations sera respectée ;**
- les composts et les effluents de lagunage seront **enfouis** après l'épandage à l'aide de matériel adapté **sur terrain labourable**.

Le périmètre d'épandage étudié est adapté à la mise en place d'un plan d'épandage en vue de la valorisation de composts non normés et d'effluents de lagunage.

Un suivi agronomique portant sur la qualité des composts et des effluents de lagunage, ainsi que des sols, ainsi que le récapitulatif des surfaces, doses et cultures épandues sera mis en place.

3. Analyse des modifications par l'Inspection

À l'appui de sa modification, l'exploitant a transmis tous les éléments permettant d'apprécier les dangers ou inconvénients qu'elle occasionne pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement :

- dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau prenant la forme d'un dossier de demande de plan d'épandage conforme aux arrêtés ministériels du 2 février 1998 modifié et du 8 janvier 1998 ;
- étude d'incidences.

Compte tenu des modifications envisagées de l'installation, celles-ci n'engendrent aucune modification de l'étude de dangers et de l'étude d'impact de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Compte tenu des effets du projet sur une grande surface, plus de 1 100 hectares situés sur 11 communes différentes, il est nécessaire d'encadrer le plan d'épandage par des prescriptions complémentaires.

Les impacts résiduels restent inchangés par rapport au projet initial compte tenu du respect des normes et des arrêtés ministériels applicables.

L'arrêté préfectoral du 16 décembre 1995 susmentionné doit donc être modifié en ce sens par l'ajout de nouvelles prescriptions prévues dans le projet d'arrêté complémentaire ici-présenté.

En outre, les modifications envisagées n'atteignent pas des seuils quantitatifs ou des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Elles ne nécessitent pas non plus de nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement :

- les modifications en tant que telles ne franchissent pas de seuils de soumission à évaluation environnementale systématique mais **dépassent les seuils d'examen au cas-par-cas pour la catégorie n°26 a) visé par l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ; cet examen au cas-par-cas n'a cependant pas révélé la nécessité de mener une nouvelle évaluation environnementale par décision de l'autorité environnementale du 16 juillet 2020.**

4. Consultations

En application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 et rendues nécessaires par la nature et l'ampleur des modifications sont les suivantes :

- avis de l'agence régionale de santé ; cet avis a été délivré en date du 22 octobre 2020 et est favorable ;
- avis de la Direction Départementale des Territoires de la Nièvre ; ces avis ont été délivrés en date des 30 novembre 2020 et 27 septembre 2021, il est favorable sous réserve d'apporter des compléments au dossier ;
- avis de la Chambre d'Agriculture de la Nièvre ; ces avis ont été délivrés en date des 7 décembre 2020 et 17 septembre 2021, il est favorable sous réserve d'apporter des compléments au dossier.

Ces avis ont mis en évidence les manquements suivants :

- un manque de précision sur la caractérisation des composts non-normés,
- l'applicabilité de l'arrêté du 30 avril 2020 relatif à la gestion des boues d'épuration pendant la période du Covid-19 concernant l'épandage des lixiviats,
- un manque de précision sur la gestion des lixiviats et des boues du bassin de lagunage de la plateforme de compostage,
- la filière alternative pour la gestion des lixiviats en cas d'empêchement d'épandage n'était pas présentée,
- l'étude des différentes contraintes d'épandage et de leur cartographie des zones d'exclusion associées étaient incomplètes : les contraintes n'ont pas été totalement prises en compte.

L'exploitant a pris en compte l'ensemble des remarques des services dans la dernière version du dossier daté du 14 mars 2022.

5. Conclusions

En conséquence, l'inspection des installations classées considère que les modifications envisagées par la société SUEZ ORGANIQUE ne sont pas substantielles au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement mais nécessitent de fixer des prescriptions complémentaires en application de ce même article relatives à l'encadrement du plan d'épandage (cf. projet en pièce jointe).

Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-147 du 11 février 2021 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau, l'exploitation est soumise au régime de la déclaration pour la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature IOTA.

Enfin, en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement et compte tenu de l'impact très modéré des prescriptions complémentaires précitées, il est proposé au préfet de ne pas solliciter l'avis de la commission mentionnée à l'article R. 181-39 du Code de l'environnement (CODERST) sur ces prescriptions complémentaires et simplement d'en informer ses membres.

Ce projet doit à présent être transmis à l'exploitant afin que celui-ci puisse formuler ses observations conformément aux articles L. 121-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration.

Rédacteur	Vérificateur et approbateur
Benjamin CUARTIELLES Inspecteur des installations classées	François DONNY Adjoint au Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne